



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage

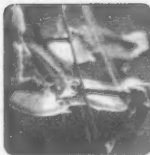
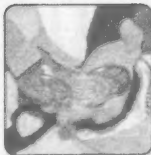
Canada



PATRIMOINE CANADIEN

2014-2017

Stratégie ministérielle de développement durable



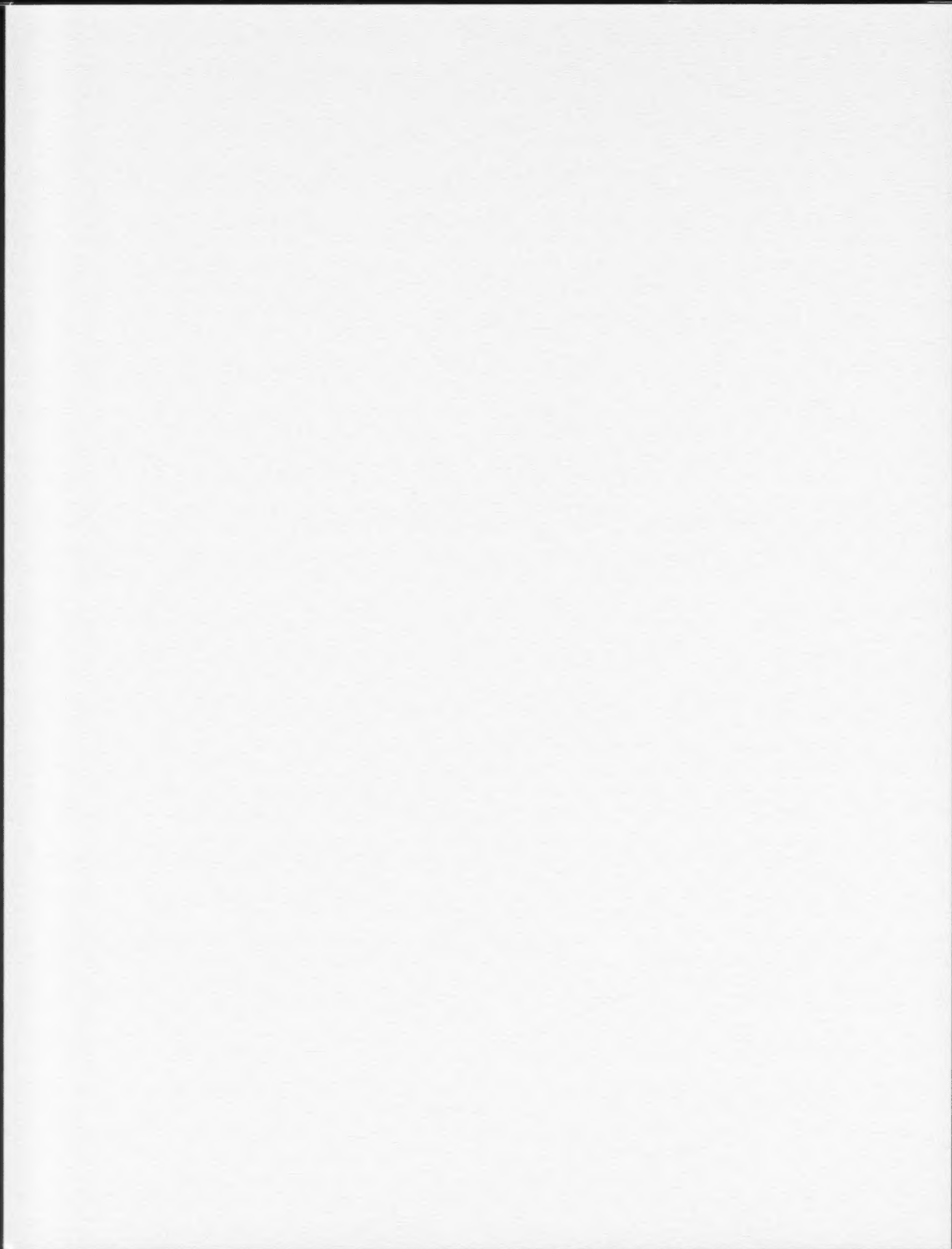
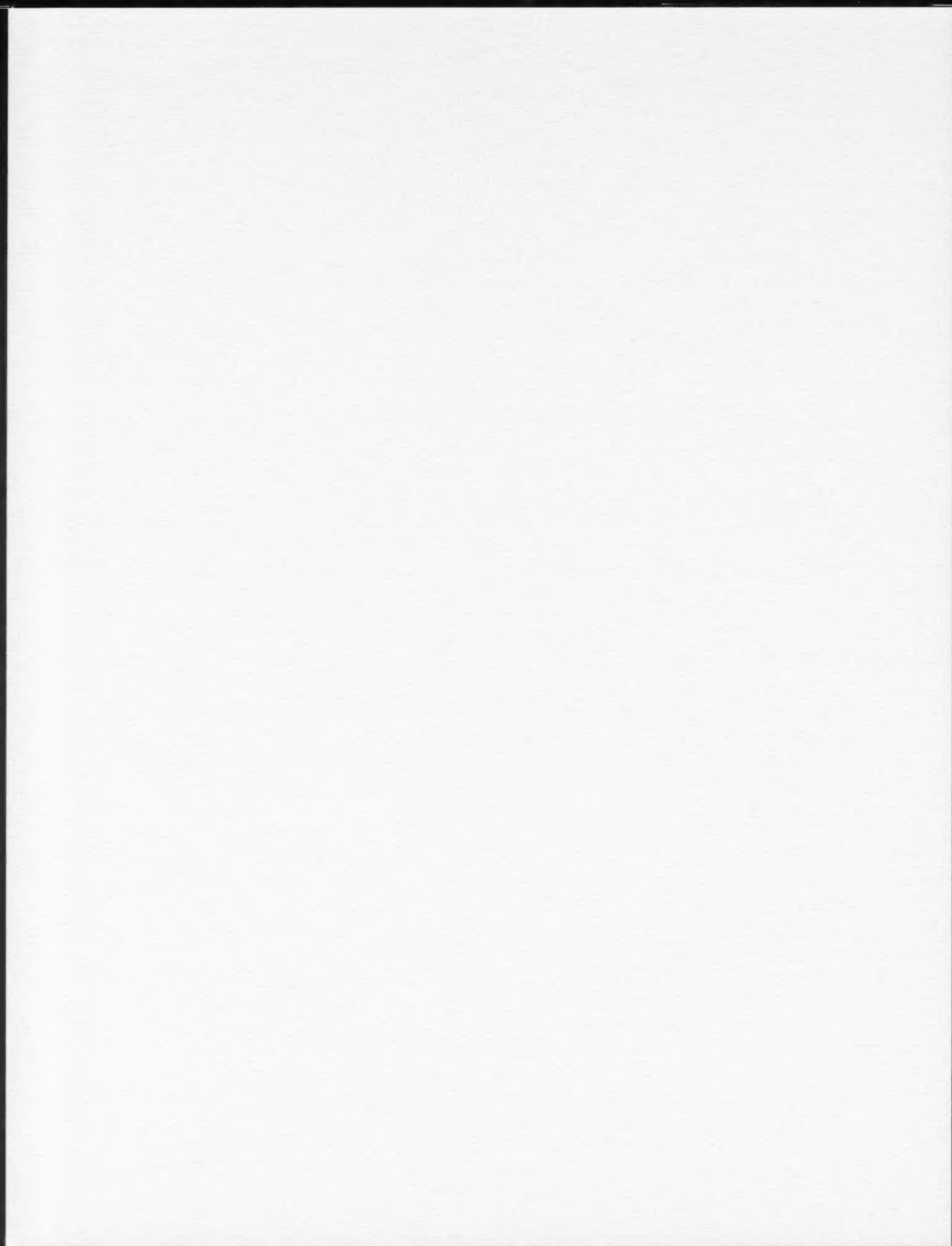


Table des matières

Stratégie ministérielle de développement durable	1
Développement durable	1
Stratégie fédérale de développement durable (SFDD)	1
Stratégie fédérale de développement durable 2013-2016.....	1
Stratégie ministérielle de développement durable du Ministère du Patrimoine canadien.....	2
Écologisation des opérations gouvernementales et Services internes	3
Processus décisionnel en matière de développement durable	4
Évaluations environnementales stratégiques	4
Liens.....	5



Stratégie ministérielle de développement durable



Développement durable

Le développement durable vise à répondre aux besoins actuels sans compromettre la capacité de satisfaire à ceux des générations à venir. Il contribue à notre qualité de vie, et ce, en protégeant la santé humaine, en préservant l'environnement, en exploitant judicieusement les ressources et en renforçant la compétitivité économique à long terme. Il nécessite à la fois l'intégration des priorités environnementales, économiques et sociales aux politiques et aux programmes, ainsi que l'implication des intervenants à tous les niveaux – citoyens, consommateurs, investisseurs et gouvernements.

Stratégie fédérale de développement durable (SFDD)

La *Loi fédérale sur le développement durable* (LFDD), adoptée par le Parlement en 2008, exige du gouvernement du Canada l'élaboration et la mise en œuvre d'une Stratégie fédérale du développement durable. La Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) est mise à jour tous les trois ans afin de témoigner des mesures prises pour examiner la question du développement durable et d'énoncer les priorités restant à traiter.

La SFDD offre aux Canadiens une vision pangouvernementale des priorités environnementales au niveau fédéral. La SFDD comporte également des exigences qui visent à accroître la transparence du processus décisionnel et de la présentation de rapports sur le rendement en matière d'environnement. La SFDD requiert la prise de mesures pangouvernementales afin d'atteindre des cibles et des objectifs communs dans des secteurs clés, comme ceux de l'air et des changements climatiques, de l'eau, de la nature et de la réduction de l'empreinte environnementale du gouvernement.

Le premier cycle de la SFDD, qui couvre la période de 2010 à 2013, a été déposé devant le Parlement en octobre 2010. Pour la première fois, les Canadiens avaient une vue d'ensemble des mesures appuyant les initiatives du gouvernement liées à la durabilité de l'environnement.

Stratégie fédérale de développement durable 2013-2016

Le deuxième cycle de la SFDD, publié en novembre 2013, apporte des améliorations au premier cycle grâce à une vision élargie des priorités et des actions entreprises par le gouvernement fédéral dans le but d'attendre la durabilité de l'environnement.

Le deuxième cycle prend appui sur trois grandes améliorations du premier cycle de la SFDD du Canada par rapport aux précédentes approches fédérales en matière de développement durable :

- Un portrait pangouvernemental intégré des mesures et des résultats pour atteindre la durabilité de l'environnement;
- Un lien entre la planification et la production de rapports en matière de développement durable et les principaux processus de planification et de production de rapports du gouvernement; et
- Des mesures, un suivi et une production de rapports efficaces pour suivre les progrès et en faire rapport à la population canadienne.

Stratégie ministérielle de développement durable du Ministère du Patrimoine canadien

Le ministère du Patrimoine canadien souscrit au principe fondamental, énoncé dans la LFDD, selon lequel « le développement durable est fondé sur l'utilisation écologiquement rationnelle des ressources naturelles, sociales et économiques, et reconnaît la nécessité de prendre ses décisions en tenant compte des facteurs environnementaux, économiques et sociaux ».

Le ministère du Patrimoine canadien participe à la mise en œuvre de la SFDD en élaborant et mettant à jour sa propre *Stratégie ministérielle de développement durable* (SMDD), tel que prescrit par la LFDD. Cette stratégie ministérielle s'intègre au Rapport sur les plans et les priorités (RPP), et c'est au moyen du Rapport ministériel sur le rendement (RMR) que Patrimoine canadien en rend compte.

La SMDD de Patrimoine canadien comprend les objectifs et les plans d'action du Ministère, tient compte de son mandat et est conforme à la SFDD, contribuant par le fait même à la réalisation de l'objectif de la LFDD. La SMDD de Patrimoine canadien a pour objectif de s'assurer que l'incidence environnementale des décisions prises par le Ministère est comprise, pondérée et traitée de façon satisfaisante.

Au cours des trois prochaines années, le ministère du Patrimoine canadien poursuivra la mise en œuvre des mesures suivantes :

- intégrer le développement durable dans sa planification opérationnelle et ses structures de gouvernance¹;
- contribuer au développement durable dans le cadre du mandat législatif du Ministère, en conformité avec la *Loi sur le ministère du Patrimoine canadien* et avec d'autres lois dont le ministre du Patrimoine canadien est responsable²; et
- contribuer à la *Stratégie fédérale de développement durable* en réduisant l'empreinte environnementale de ses opérations internes (activités d'écologisation des opérations du

¹ Ceci est lié à l'article 5 de la *Loi fédérale sur le développement durable* (LFDD).

² Ceci est lié à l'article 11 de la LFDD.

gouvernement – ÉOG).³ Le Ministère continuera de changer sa manière de fonctionner en s'assurant d'établir et d'atteindre des objectifs précis, mesurables, atteignables, réalistes et temporels pour écologiser ses opérations gouvernementales.

Le ministère du Patrimoine canadien continuera également de travailler avec les autres ministères et organismes pour développer d'autres stratégies de développement durable permettant de développer progressivement les piliers environnementaux, sociaux et économiques du développement durable.

De façon concrète, afin de mettre en œuvre la SMDD, le ministère du Patrimoine canadien mènera les activités suivantes :

- Information (interne au Ministère)
 - Diffusion de documents d'information et d'outils concernant le développement durable; et
 - Diffusion d'information sur le développement durable sur l'intranet du Ministère.
- Coordination et liaison
 - Participation aux comités des sous-ministres adjoints (SMA), des directeurs généraux et au groupe de travail de la SFDD; et
 - Participation aux rencontres du Groupe interministériel fédéral régional en développement durable (GIFDD).
- Reddition de comptes
 - Établissement d'indicateurs de mesure du rendement qui permettent de définir les projets appuyés qui contribuent à la SFDD; et
 - Élaboration de RPP et de RMR en conformité avec la SFDD.
- Évaluation environnementale stratégique (EES)
 - Réalisation d'une EES lorsque nécessaire en vertu de la Directive du Cabinet sur l'évaluation environnementale des projets de politiques, de plans et de programmes;
 - Systématisation par le Ministère du processus d'EES; et
 - Application de la *Loi canadienne sur les évaluations environnementales* (LCEE) 2012 aux projets appuyés par le Ministère.
- Communication
 - Mise à jour de la section relative au développement durable sur le site Internet de du Ministère.

Écologisation des opérations gouvernementales et Services internes

C'est par le truchement de son activité de programme « Services internes » que le ministère du Patrimoine canadien contribue aux efforts déployés à l'échelle de l'administration fédérale pour soutenir la viabilité environnementale.

³ Ceci est lié à l'article 11 de la LFDD.

Les Services internes regroupent les fonctions internes qui soutiennent les besoins des programmes et d'autres obligations ministérielles. Les Services internes font partie intégrante de l'Architecture d'alignement des programmes. Les efforts déployés par le Ministère pour améliorer continuellement ses services internes aident celui-ci à mieux s'acquitter de son mandat et contribuent, par le fait même, à l'atteinte des résultats du gouvernement du Canada.

Par l'entremise de ses Services internes, Patrimoine canadien travaille à la réalisation des cibles en matière d'écologisation des opérations gouvernementales, en appui au thème IV de la SFDD, « Réduire l'empreinte environnementale – En commençant par le gouvernement ».

Processus décisionnel en matière de développement durable

La gestion du développement durable au sein du ministère du Patrimoine canadien est le fruit d'une responsabilité partagée entre différents comités et secteurs.

Afin d'appuyer sa démarche en matière d'intégration du développement durable, Patrimoine canadien en fait la promotion en milieu de travail, notamment en mobilisant le Groupe de travail sur le développement durable, lequel est présidé par le directeur général, Politique, planification et recherche stratégiques.

Les principaux partenaires du Groupe de travail ministériel sur la SDD sont les suivants :

- Direction de la gestion des contrats et du matériel (Direction générale de la gestion financière);
- Direction de la gestion des installations (au sein de la Direction générale de la gestion des ressources humaines et du milieu de travail);
- Direction des services généraux et des biens immobiliers à l'Institut canadien de conservation (Secteur de la citoyenneté et du patrimoine);
- Direction de la planification stratégique (Secteur de la politique stratégique, de la planification et des affaires ministérielles);
- Affaires parlementaires et du Cabinet (Secrétariat général);
- Services juridiques; et
- Bureaux régionaux.

Par ailleurs, l'approbation de la haute direction pour toute question liée au développement durable est obtenue par l'entremise des processus d'approbation du RPP et du RMR.

Évaluations environnementales stratégiques

Tel que le stipule la Directive du Cabinet sur l'évaluation environnementale des projets de politiques, de plans et de programmes, une évaluation environnementale stratégique (EES) est un « processus systématique et global de l'évaluation des effets environnementaux des politiques, des plans ou des programmes et des solutions de rechange ».

Tous les ministères doivent mener une EES dans le cas d'une proposition de politique, de plan ou de programme lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :

- la proposition est présentée à un ministre en particulier ou au Cabinet pour approbation; et
- la mise en œuvre de la proposition peut avoir des effets importants sur l'environnement, qu'ils soient positifs ou négatifs.

Les ministères et les organismes sont également encouragés à tenir une EES à l'égard d'autres projets de politiques, de plans ou de programmes, si les circonstances le justifient, par exemple, afin d'aider à mettre en œuvre les objectifs de développement durable des ministères ou des organismes, ou pour répondre aux préoccupations du public.

Le ministère du Patrimoine canadien assure l'intégration de cette exigence dans son processus décisionnel afin d'atteindre les objectifs et les cibles de la SFDD. Le Ministère élabore des mémoires au Cabinet et des présentations au Conseil du Trésor conformément au Guide de rédaction des documents du Cabinet produit par le Bureau du Conseil privé, ainsi qu'au Guide détaillé à l'intention des rédacteurs faisant partie du Guide pour la préparation des présentations au Conseil du Trésor, produit par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Ces deux guides comportent des renseignements détaillés sur les exigences relatives à la *Directive du Cabinet sur l'évaluation environnementale des projets de politiques, de plans et de programmes*, ainsi qu'aux Lignes directrices sur la mise en œuvre de la Directive du Cabinet. Au sein du Ministère, les Affaires parlementaires et du cabinet et la Direction générale de la gestion financière fournissent des conseils généraux, conformément aux deux guides mentionnés ci-dessus, sur l'élaboration de mémoires au Cabinet et de présentations au Conseil du Trésor. À ce jour, aucune analyse préliminaire n'a déterminé la possibilité d'effets environnementaux importants nécessitant une évaluation environnementale stratégique.

Liens

Site Web de Patrimoine canadien : Publications, Le Ministère, *Rapports sur les plans et les priorités*: <http://www.pch.gc.ca/pc-ch/publctn/mindep-fra.cfm>

Site Web d'Environnement Canada, *Stratégie fédérale de développement durable*, novembre 2013 : <http://www.ec.gc.ca/dd-sd/default.asp?lang=Fr&n=A22718BA-1>

Site Web de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale, *Directive du Cabinet sur l'évaluation environnementale des projets de politiques, de plans et de programmes*, 2010 : http://www.ceaa.gc.ca/Content/B/3/1/B3186435-E3D0-4671-8F23-2042A82D3F8F/Directive_du_Cabinet_sur_l%27evaluation_environmentale_des_projets_de_politiques_de_plans_et_de_programmes.pdf

Site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Écologisation des opérations gouvernementales : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/index-fra.html>

Site Web du Bureau du Conseil privé, Guide de rédaction des documents du Cabinet : <http://www.pco-bcp.gc.ca/index.asp?lang=fra&page=information&sub=publications&doc=mc/guide-fra.htm>